

Les impositions municipales, de 1944 à 1948, accusent une hausse lente mais régulière. Si la plupart des provinces enregistrent une augmentation, cela n'indique pas nécessairement un fardeau accru pour le contribuable dans chaque cas. C'est plutôt le résultat, en partie du moins, de l'augmentation de la valeur imposée. En Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick, l'augmentation est due en grande partie à l'établissement de circonscriptions scolaires plus grandes, de sorte que certaines municipalités imposent maintenant des taxes autrefois levées par les commissions scolaires rurales. Les perceptions restent élevées comparativement à l'imposition totale. Il en est résulté ces dernières années une réduction sensible du montant des taxes impayées, bien qu'il soit encore relativement élevé dans la plupart des provinces. La situation des différentes classes de municipalités varie beaucoup. Ont déjà été mentionnés les districts d'amélioration de la Saskatchewan et de l'Alberta qui, sans être des municipalités, sont néanmoins maintenus par le gouvernement provincial plus ou moins comme régions se suffisant à elles-mêmes de la même façon. Le chiffre des taxes de ces districts ne figure pas au tableau 45, mais vu leur importance spéciale sous le rapport de l'organisation municipale de ces provinces et comme ils peuvent plus tard devenir des municipalités ou parties de municipalités existantes, les renseignements qui les concernent figurent au tableau 46.

**46.—Taxation des districts d'amélioration de Saskatchewan et d'Alberta, 1945-1948**

Province et année	Imposition	Perceptions courantes et en souffrance		Taxes à recevoir (courantes et en souffrance)	Propriétés acquises pour taxes	Taxes totales à recevoir et propriétés acquises pour taxes	
		Total	% d'imposition			Total	% d'imposition
	\$	\$		\$	\$	\$	
<b>Saskatchewan—1</b>							
1945.....	511,947	537,908	105.1	1,137,871	224,829	1,362,700	266.2
1946.....	686,023	716,446	104.4	1,202,423	233,457	1,435,880	209.3
1947.....	755,824	722,871	95.6	1,189,069	254,876	1,443,945	191.0
1948.....	936,871	981,978	104.8	1,097,074	269,016	1,366,090	145.8
<b>Alberta—</b>							
1945.....	1,524,539	1,611,255	105.7	3,891,080	..	3,891,080	255.2
1946.....	1,944,378	2,314,184	119.0	3,408,445	..	3,408,445	175.3
1947.....	2,189,138	2,380,949	108.8	2,851,758	..	2,851,758	130.3
1948.....	2,117,557	2,321,189	109.6	2,197,955	..	2,197,955	103.8
<b>Total—</b>							
1945.....	2,036,486	2,149,163	105.5	5,028,951	224,829	5,253,780	258.0
1946.....	2,630,401	3,030,630	115.2	4,610,868	233,457	4,844,325	184.2
1947.....	2,944,962	3,103,820	105.4	4,040,827	254,876	4,295,703	145.9
1948.....	3,054,428	3,303,167	108.1	3,295,029	269,016	3,564,045	116.7

<sup>1</sup> Comprend les taxes du revenu public (provinciales) au montant de \$54,459 en 1945, \$53,558 en 1946, \$53,619 en 1947 et \$50,636 en 1948.

**Sous-section 3.—Dettes municipales**

L'essor rapide des municipalités canadiennes, ajouté aux demandes et aux responsabilités accrues en fait d'améliorations, d'écoles et de services publics de toutes sortes, a entraîné un lourd fardeau de dettes. Les emprunts au moyen d'obligations ont augmenté rapidement pendant la période de 1900-1912 et de nouveau durant la décennie de 1920 et au début de celle de 1930. Par contre, de 1933